

# 5. ANNEXES

## 5. 5 LES PERIMETRES SPECIFIQUES

Arrêté le : 24 Mai 2012

Approuvé le : 30 Janvier 2013

## 5. ANNEXES



Dépôt obligatoire de permis  
de démolir sur toute  
la Commune  
article R- 421-7

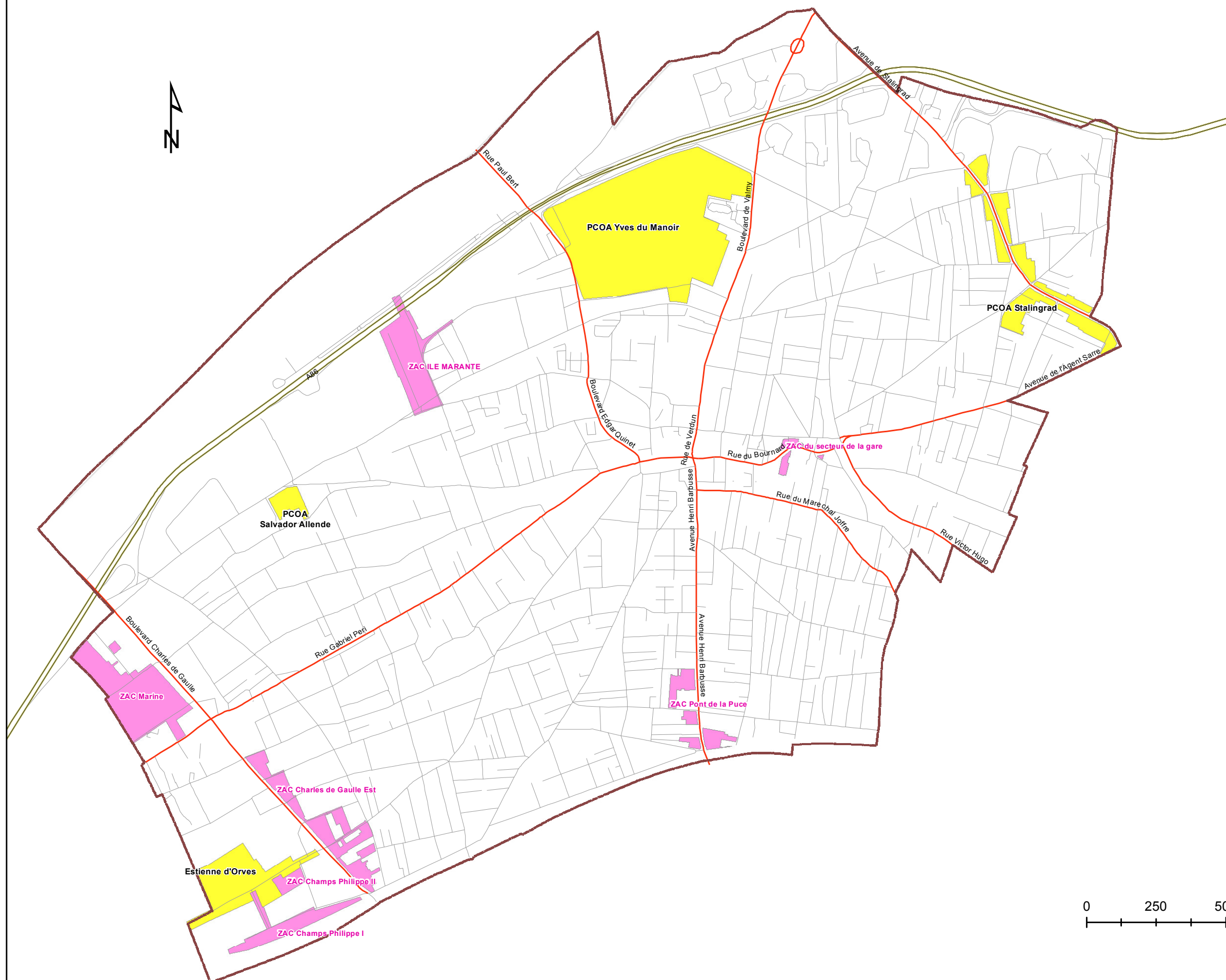
### perimetres

#### TYPE

PCOA

ZAC

0 250 500 1 000 Mètres



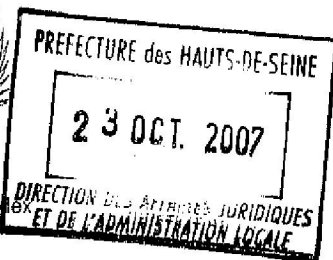


92701 Colombes Cedex

Téléphone : 01.47.60.80.00  
Télécopie : 01.47.60.80.85

# VILLE DE COLOMBES

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL



SEANCE DU 17 OCTOBRE 2007

N° 2

Conseillers en exercice : 49  
Présents : 42  
Représentés : 3  
Absents : 4

Ayant voté pour : 45  
Ayant voté contre : 0  
Abstentions : 0  
Ne prenant pas part au vote : 0

OBJET : APPLICATION DE LA DECLARATION  
PREALABLE SUR LES TRAVAUX  
D'EDIFICATION OU MODIFICATION DE  
CLOTURE ET INSTAURATION DU PERMIS DE  
DEMOLIR SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE  
COMMUNAL

PUBLIE LE : 23 OCT. 2007

### LE CONSEIL,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu la loi 2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement,

Vu l'ordonnance 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative aux permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

Vu le décret 2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance 2005-1527 du 8 décembre 2005,

Vu le Plan d'Occupation des Sols de Colombes approuvé le 27 septembre 2000, modifié les 25 janvier 2003 et 27 janvier 2005,

Considérant qu'en application des dispositions du nouvel article R 421-12 d) du code de l'urbanisme, doit être précédée d'une déclaration préalable l'édification d'une clôture située dans une commune ou partie de commune où le conseil municipal a décidé de soumettre les clôtures à déclaration,

Considérant que les clôtures contribuent à la qualité de traitement des espaces extérieurs et participent à l'harmonie du paysage urbain,

Considérant qu'il convient de soumettre les travaux d'édification ou de modification de clôture au régime des déclarations préalables,

Considérant qu'en application des dispositions du nouvel article R 421-27 du code de l'urbanisme, doivent être précédés d'un permis de démolir les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située dans une commune ou partie de commune où le conseil municipal a décidé d'instituer le permis de démolir,

Considérant la préoccupation de la ville de préserver les caractéristiques architecturales et paysagères du patrimoine bâti sur le territoire,

Considérant qu'il convient d'instituer le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou rendre inutilisable tout ou partie d'une construction,

Sur l'avis de la commission compétente,

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

### **DELIBERE**

**Article 1 :** Décide de soumettre à déclaration préalable tous travaux d'édification ou de modification de clôture sur l'ensemble du territoire communal,

**Article 2 :** Décide de soumettre à permis de démolir tous travaux ayant pour objet de démolir ou rendre inutilisable tout ou partie d'une construction sur l'ensemble du territoire communal,

**Article 3 :** Ces décisions s'appliqueront à compter de la date de la présente délibération revêtue du caractère exécutoire.

LE MAIRE

NICOLE GOUETA



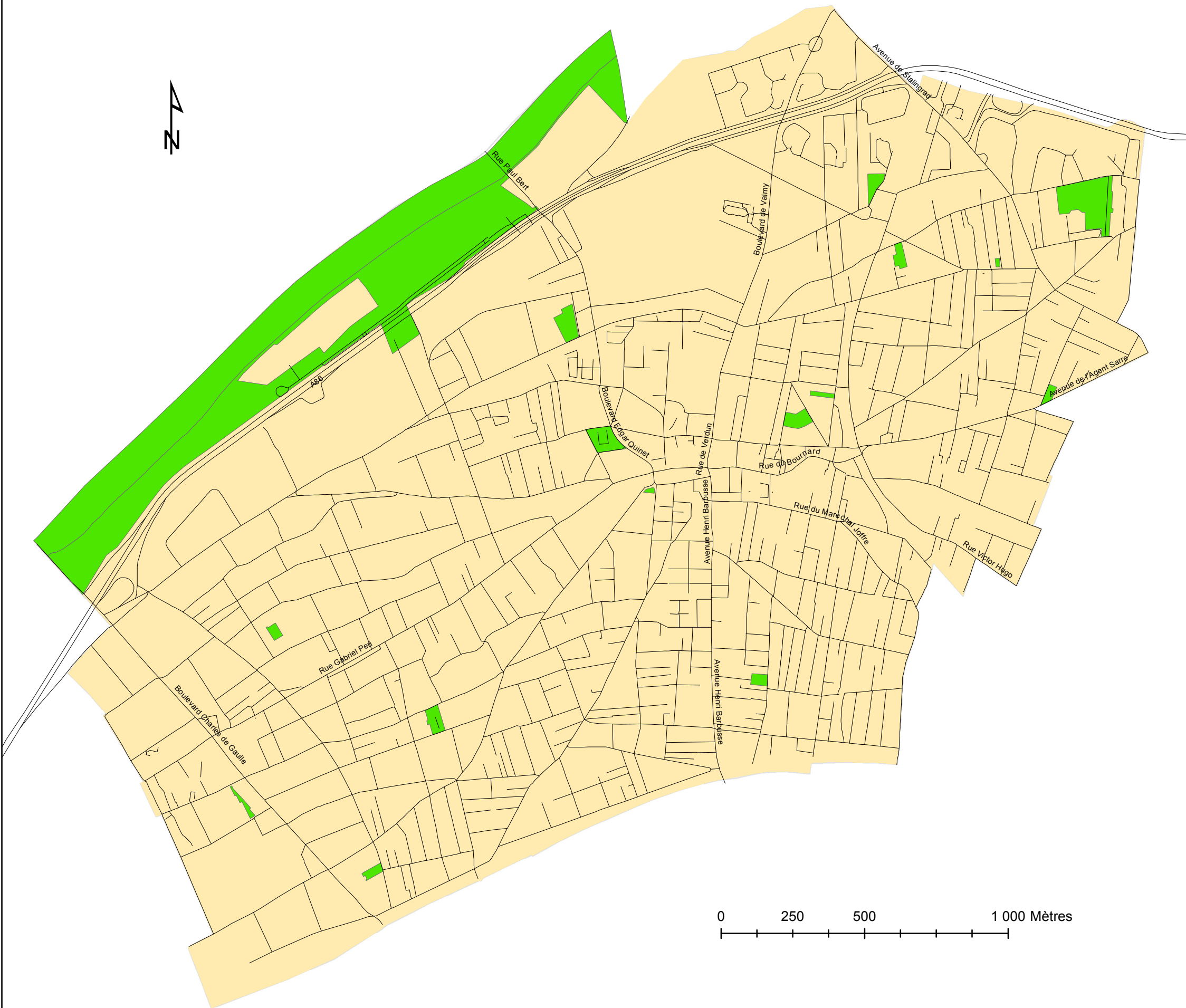
VICE-PRÉSIDENTE DU CONSEIL GÉNÉRAL  
DES HAUTS-DE-SEINE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Pour copie conforme,  
Pour certification du caractère exécutoire,  
Le Maire,  
Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint au Maire,

Véronique VIGNON



5.5 LES PÉRIMÈTRES SPECIFIQUES



5.5.2 A DROIT DE PREMPTION URBAIN

Arrêté le : 24 Mai 2012

Approuvé le :

Plan Local d'urbanisme de Colombes

Colombes  
www.colombes.fr

Droit de préemption renforcé sur l'ensemble de la commune hormis les zones naturelles

Zone du DPU

Zone N

Délibération du Conseil Muncipal du:  
22 septembre 1987  
25 octobre 2000

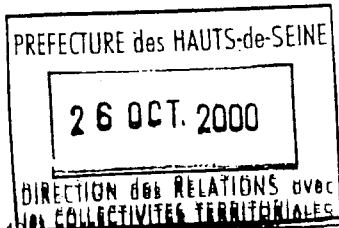


# VILLE DE COLOMBES

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

92701 Colombes Cédex

☎ 47.60.80.00  
Télécopie : 47.60.80.86



SEANCE DU 25 OCTOBRE 2000

N° 6

Conseillers en exercice : 4  
Présents : 38  
Représentés : 5  
Absents : 6

Ayant voté pour : 35  
Ayant voté contre : 7  
Abstentions : 1  
Ne prenant pas part au vote : 0

OBJET : MODIFICATION DU CHAMP TERRITORIAL DU  
DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE

PUBLIE LE : 26 OCT. 2000

### LE CONSEIL,

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.211-1 et suivants,

Vu la délibération du conseil municipal n°18 du 22 septembre 1987 décidant le maintien du droit de préemption urbain instauré de plein droit sur l'ensemble du territoire, et son application de manière renforcée,

Considérant que le Plan d'Occupation des Sols de Colombes en vigueur du 29 janvier 1992, et modifié par délibération le 18 mai 1994, a été révisé,

Considérant qu'un nouveau Plan d'Occupation des Sols a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 27 septembre 2000 et qu'il a eu pour effet de modifier les zones urbaines du Plan d'Occupation des Sols,

Considérant que l'article L.211-4 du code de l'urbanisme permet d'appliquer le droit de préemption urbain à toutes les transactions immobilières sur la totalité du territoire communal soumis à ce droit (lots de copropriété, immeubles construits il y a moins de 10 ans ainsi que les cessions de parts ou d'action en attribution),

Considérant que cette disposition permet à la ville, d'une part, de mieux garantir la possibilité d'intervention négociée dans la mise en oeuvre de sa politique d'aménagement, support du développement durable de la ville et, d'autre part, d'avoir connaissance des projets de transactions immobilières au stade d'études préalables aux opérations d'urbanisme,

Vu le Plan d'Occupation des Sols de Colombes approuvé le 27 septembre 2000,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Sur l'avis de la commission compétente,

## DELIBERE

**Article 1er.** Applique le droit de préemption urbain sur la totalité des zones urbaines délimitées par le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Colombes approuvé le 27 septembre 2000, et sur la totalité des parties du territoire couvert par un P.A.Z. approuvé en application de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme.

**Article 2.** Décide d'appliquer un renforcement de ce droit de préemption urbain aux aliénations et cessions visées à l'article L.211-4 du code de l'urbanisme sur le périmètre visé à l'article 1.

Pour copie conforme,  
Pour certification du caractère exécutoire,  
Le Maire  
Pour le Maire et par délégation,



Ghislaine MENARD-BOUILLON  
Directrice générale adjointe des services

LE MAIRE DE COLOMBES

DOMINIQUE FRELAUT



CODE POSTAL  
92701 COLOMBES CEDEX

Tél. 47.80.73.10

Conseillers en exercice: 49  
Présents: 40  
Représentés: 9  
Absents: -

Ayant voté pour: 38  
Ayant voté contre: 11  
Abstentions: -  
Ne prenant pas  
part au vote: -

PUBLIE LE : 29 SEP. 1987

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

# VILLE DE COLOMBES

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 22 SEP. 1987

N° 18 (x)

OBJET : MAINTIEN DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN

FM/DC

LE CONSEIL,

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code des Communes,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan d'Occupation des Sols de Colombes publié le 21 Octobre 1980 et approuvé le 13 Octobre 1983,

Considérant qu'une Zone d'Intervention Foncière couvrant le territoire de la Ville a été instaurée de plein droit depuis le 13 Novembre 1980,

Considérant qu'en application du paragraphe 1 de l'article 9 de la loi du 18 Juillet 1985, le Droit de Préemption Urbain a été instauré de plein droit sur les zones urbaines couvertes par la Z.I.F.,

Considérant que la loi du 17 Juillet 1987 complétant la loi du 18 Juillet 1985 fait une obligation aux Communes de délibérer pour maintenir ce droit,

Considérant que l'article L 211-4 du Code de l'Urbanisme permet d'appliquer le Droit de Préemption Urbain à toutes les transactions immobilières,

Considérant que ces dispositions permettraient à la Ville d'une part, de mieux garantir la possibilité d'intervention négociée dans la mise en oeuvre de sa politique d'aménagement et d'autre part, d'avoir connaissance des projets de transactions immobilières entre particuliers au stade des études préalables aux opérations d'urbanisme,

PRÉFECTURE des HAUTS-de-SEINE

Direction des Relations

avec les Collectivités Territoriales

RÉLÉVÉ DE LA DÉLIBÉRATION N° 2907  
DATE DE DÉLIBÉRATION 29 SEP 1987

Pour le Préfet des Hauts-de-Seine

LE DIRECTEUR DÉLÉGUÉ

.../...

Sur l'avis des Commissions compétentes,

DELIBERE :

Maintient le Droit de Prémption Urbain instauré de plein droit depuis le 1er Juin 1987, sur l'ensemble du territoire de la Ville de Colombes et décide d'appliquer ce droit de prémption, sur la totalité du territoire de la Commune de Colombes, aux aliénations et cessions mentionnées à l'article L 211-4 du Code de l'Urbanisme.

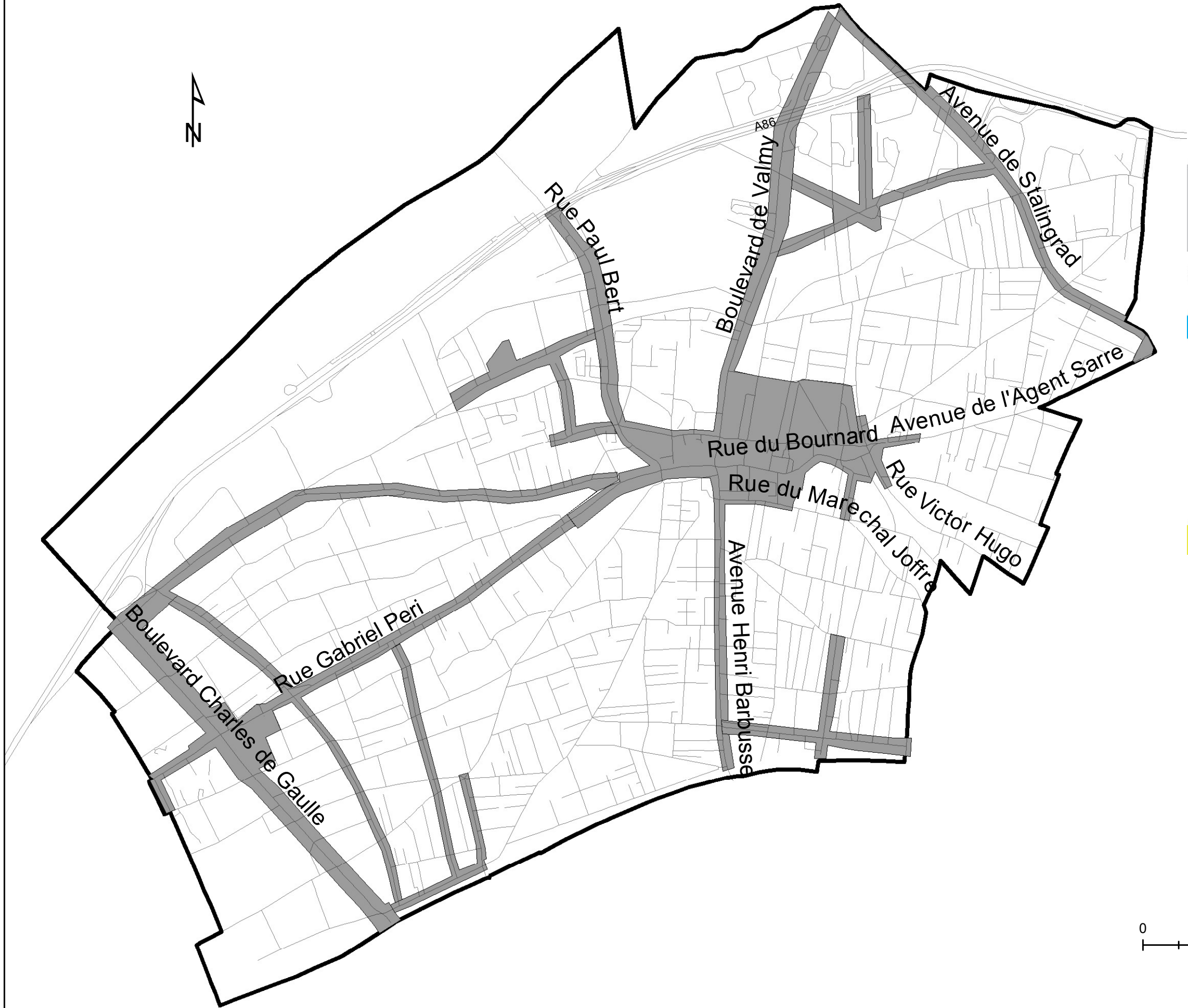
POUR EXTRAIT CONFORME  
Pour le Maire



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

  
Guy ADREY

5.5 LES PÉRIMÈTRES SPECIFIQUES



5.5.2 B PERIMETRES DE PREEMPTION SUR LES VENTES DE FONDS ARTISANAUX,  
DE FONDS DE COMMERCE OU DE BAUX COMMERCIAUX



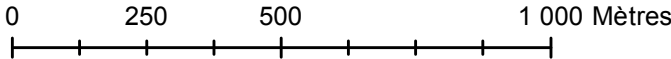
Arrêté le :  
Approuvé le :

Plan Local d'urbanisme de Colombes



 Périmètres de préemption

Délibération du Conseil Municipal du :  
23 septembre 2010







92701 Colombes Cédex

☎ 01.47.60.80.00  
Télécopie : 01.47.60.80.85

# VILLE DE COLOMBES



## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 23 SEPTEMBRE 2010

N° 2

Conseillers en exercice : 49  
Présents : 41  
Représentés : 8  
Absents : 0  
  
Ayant voté pour : 37  
Ayant voté contre : 3  
Abstentions : 9  
Ne prenant pas part au vote : 0

**OBJET :** APPLICATION DU DROIT DE PREEMPTION SUR  
LES VENTES DE FONDS ARTISANAUX, DE  
FONDS DE COMMERCE OU DE BAUX  
COMMERCIAUX  
ACTUALISATION DU PERIMETRE DE  
SAUVEGARDE SUR LE TERRITOIRE DE  
COLOMBES

PUBLIE LE : 27 SEP. 2010

### LE CONSEIL,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16,

Vu la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu le décret n° 200-1827 du 26 décembre 2007 relatif au droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux,

Vu la délibération n° 54 du conseil municipal du 28 septembre 2006 portant approbation du principe de création d'un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité,

Vu la délibération n°29 du conseil municipal du 14 février 2008 portant adoption d'un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat sur le territoire de Colombes prenant en considération les précisions apportées par le décret d'application du 26 décembre 2007,

Vu la délibération n° 15 du conseil municipal du 15 mai 2008 portant adoption de la délimitation dudit périmètre suite à la saisine des deux chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, Délégation des Hauts-de-Seine et Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Hauts-de-Seine) et aux avis motivés de ces dernières transmis pour la première le 3 avril 2008 et pour la seconde le 18 février 2008,

Vu la saisine par courrier en date du 26 avril 2010 de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, Délégation des Hauts-de-Seine et de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Hauts-de-Seine en vue de l'actualisation du périmètre de sauvegarde,

Vu l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, Délégation des Hauts de Seine en date du 29 juin 2010,

Vu l'avis de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Hauts-de-Seine en date du 2 juillet 2010,

Vu le budget,

Vu le plan périmétral annexé,

Considérant l'importance pour la ville de Colombes d'actualiser le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité aux fins de prise en considération de secteurs stratégiques pour le développement d'une offre commerciale et d'activités diversifiées au bénéfice des habitants de Colombes, partie intégrante de la définition en cours du Plan Local d'Urbanisme,

Considérant pour ce faire les caractéristiques de l'offre commerciale et artisanale de proximité de la ville de Colombes au sein de ses différents quartiers, ainsi que les problématiques existantes en termes de pression foncière, de vieillissement/transmission et de diversification de l'offre,

Considérant les recommandations formulées par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, Délégation des Hauts-de-Seine relatives à la prise en compte, en amont, de la nécessité d'un accompagnement des projets de cession des commerçants colombiens afin d'assurer un renouvellement pérenne et équilibré du tissu commercial et de limiter la vacance des locaux,

Considérant l'avis favorable formulé par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Hauts-de-Seine sur l'analyse ayant conduit à la légère augmentation du périmètre de sauvegarde afin de permettre à la commune d'agir partout où pèsent des menaces sur l'artisanat et le commerce de proximité,

Sur l'avis de la commission compétente,

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

### **DELIBERE**

**Article 1 :** Abroge la délibération n°15 du conseil municipal du 15 mai 2008,

**Article 2 :** Approuve la mise en place d'un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, défini selon le plan annexé, et précisé comme suit :

**L'hyper centre de Colombes** délimité par la rue du Bournard (dans son intégralité), la rue Gabriel Péri (jusqu'au numéro 85, côté impair et jusqu'au numéro 80, côté pair), le boulevard de Valmy dans son intégralité (côtés pair et impair), le boulevard Edgar Quinet dans son intégralité, la rue Paul Bert et la place du Général Leclerc, dans leur intégralité, l'avenue Henri Barbusse (côtés pair et impair dans leur intégralité), la place Henri Neveu, la rue du Maréchal Joffre (jusqu'au numéro 33 côté impair et n° 46/44 côté pair), la rue Victor Hugo (jusqu'au numéro 23, côté impair et jusqu'au numéro 4, côté pair), la rue de l'Indépendance dans son intégralité, la rue Julien Gallé, dans son intégralité, la rue du 8 mai 1945 dans son intégralité, l'avenue Ménelotte (jusqu'au numéro 8 côté pair, le côté impair étant constitué par la voie ferrée) et enfin, l'avenue de l'agent Sarre (jusqu'au numéro 28, côté pair correspondant au numéro 35, côté impair). Les rues transversales dont la rue Saint Denis étant, dans leur intégralité, incluses dans ce zonage, prioritairement concerné par la problématique de la pression foncière, les enjeux de l'entrée de ville et du projet

du stade Yves du Manoir et par la disparition progressive du « petit commerce » traditionnel (en particulier, métiers de bouche).

**Le quartier Fossés-Jean / Gare du Stade ZUS** concernée par un important projet de requalification urbaine, et plus particulièrement : la rue Jean Jaurès, le boulevard de Finlande, l'avenue Alexis Bouvier, l'avenue de Stalingrad – dans leur intégralité – et la fin de l'avenue de l'agent Sarre (côtés pair et impair) à partir de la rue d'Enghien. Il s'agit de veiller à la diversification de l'offre commerciale en particulier pour les métiers de bouche.

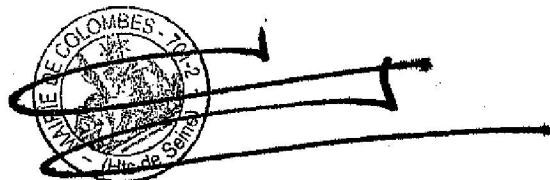
**Le quartier Petit Colombes / Grèves**, ZRU fortement impactée par l'arrivée du tramway T2 et par un projet de requalification urbaine et, plus particulièrement : le boulevard Charles de Gaulle, dans son intégralité, la rue Gabriel Péri (à partir du numéro 87 côté impair et du numéro 82 côté pair), la rue de Metz, la Place Aragon, la rue Salvador Allende et la rue Colbert (qui déborde sur les quartiers Petite Garenne et Plateau) dans leur intégralité. Il s'agit là encore de contribuer à l'optimisation et à la diversification de l'offre commerciale offerte à la population dans des secteurs en mutation urbaine.

**Le quartier Europe** : Cela renvoie à la portion de la rue Saint Denis allant jusqu'au numéro 164 (côté pair) et au numéro 217 (côté impair), la rue de Strasbourg et l'avenue de l'Europe dans leur intégralité. Ce secteur est concerné au premier chef par la problématique de désertification commerciale, alors même qu'il a accueilli et s'apprête à recevoir une population nouvelle importante en lien avec la livraison de programmes d'habitat consécutifs au projet de rénovation urbaine.

**Les quartiers Petite Garenne, Plateau et Vallées** : Il s'agit des rues du commerce, Pierre Brossolette, Moslard dans leur intégralité, ainsi que la rue des Vallées et la rue Félix Faure dans leur intégralité. Ce secteur est pour sa part constitué de commerces « vieillissants » et court le risque d'une désertification rapide en contradiction avec l'apport d'une population nouvelle (au sein de l'importante zone pavillonnaire de Colombes).

LE MAIRE

PHILIPPE SARRE





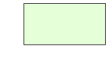
Pour copie conforme,  
Pour certification du caractère exécutoire,  
Le Maire,  
Pour le Maire et par délégation,  
L'Adjoint au Maire,

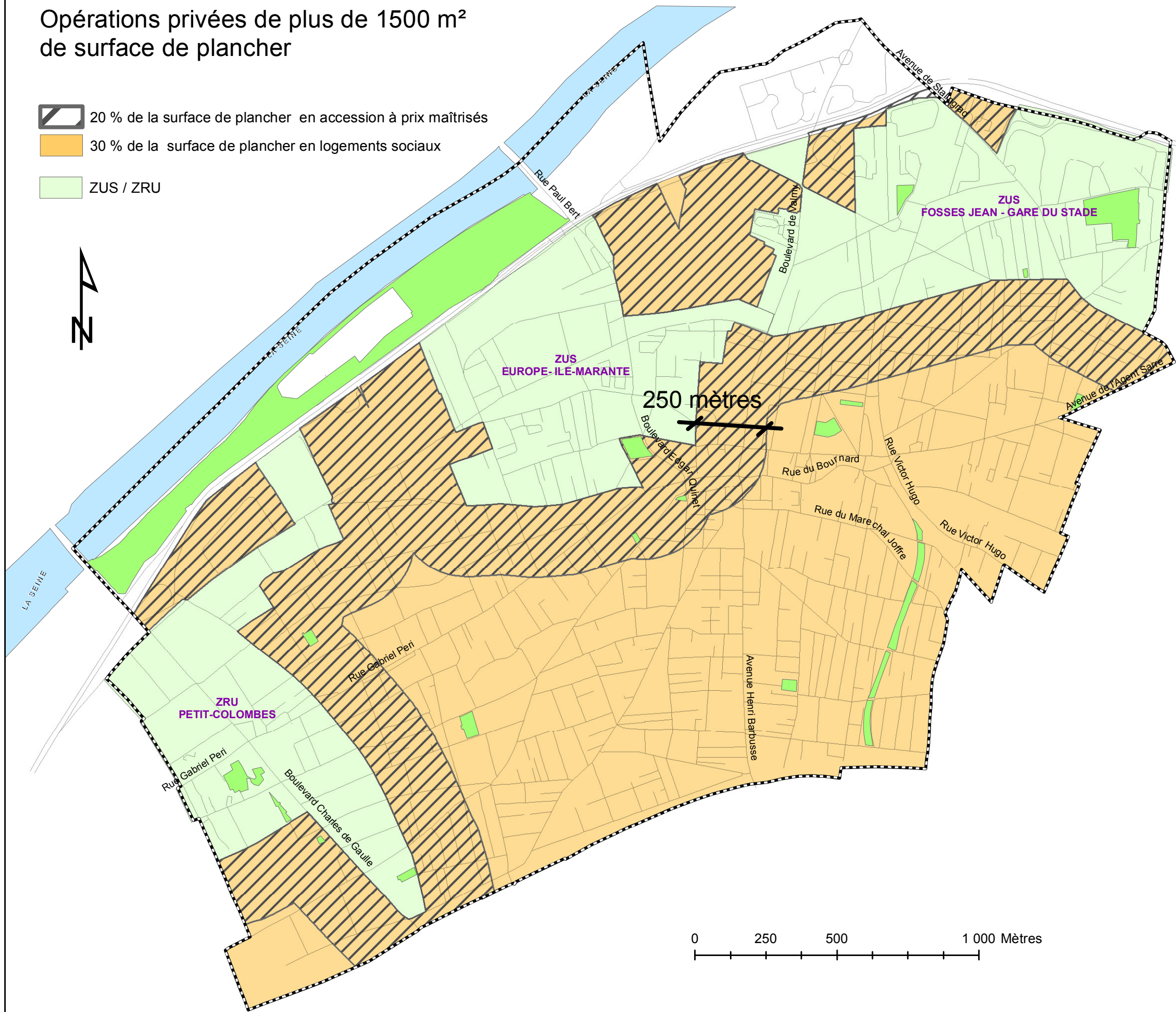
Bernard DANILO




# Mesures en faveur de la diversification de l'habitat

Opérations privées de plus de 1500 m² de surface de plancher

-  20 % de la surface de plancher en accession à prix maîtrisés
-  30 % de la surface de plancher en logements sociaux
-  ZUS / ZRU



## 5.5 LES PÉRIMÈTRES SPECIFIQUES




### 5.5.3 MESURES EN FAVEUR DE LA DIVERSITÉ DE L'HABITAT

Arrêté le :

Approuvé le :

Plan Local d'urbanisme de Colombes



Délibération du 16 novembre 2011



92701 Colombes Cédex

☎ 01.47.60.80.00  
Télécopie : 01.47.60.80.85

# VILLE DE COLOMBES

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 16 NOVEMBRE 2011

N° 6

Dépôt Préfecture des Hauts de Seine : 21 NOV. 2011

Conseillers en exercice : 49  
Présents : 36  
Représentés : 9  
Absents : 4

Ayant voté pour : 35  
Ayant voté contre : 8  
Abstentions : 2  
Ne prenant pas part au vote : 0

OBJET : ADOPTION DEFINITIVE DU PROGRAMME  
LOCAL DE L'HABITAT 2011-2017

PUBLIE LE : 22 NOV. 2011

### LE CONSEIL,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu le budget,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 24 septembre 2009 engageant la procédure de lancement du Programme Local de l'Habitat (PLH),

Vu la délibération du Conseil Municipal du 7 avril 2011 d'Adoption du projet de PLH,

Vu l'avis favorable à l'unanimité émis par le CRH lors de la séance du 25 octobre 2011, avec une réserve concernant l'objectif de production de logements,

Considérant que la Ville de Colombes mettra tout en œuvre, notamment sur les secteurs dénommés « Thalès » et « Stade Yves du Manoir », pour augmenter son effort de production et ainsi tendre vers les objectifs fixés au niveau régional,

Sur l'avis de la commission compétente,

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

### DELIBERE

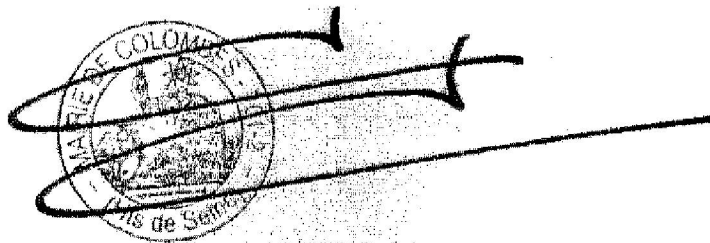
**Article 1 :** Adopte définitivement le Programme Local de l'Habitat pour la période 2011-2017,

**Article 2 :** Décide, conformément à l'article R 302-12 du Code de la Construction et de l'Habitation, d'engager les mesures de publicité afférentes,

**Article 3 :** Autorise le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne mise en œuvre du PLH.

LE MAIRE

PHILIPPE SARRE

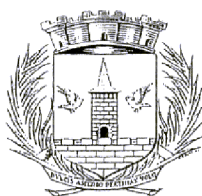




<div style="background-color: red; width: 20px; height: 10px; display: inline-block;"></div> <b>Z.P.R.1</b>	
<b>1 - Entrées de ville</b>	
Boulevard Charles de Gaulle :  Rue de Sartrouville Rue du Pdt Salvador Allende Rue Gabriel Péri Rue d'Estienne d'Orves Pont du Commerce Rue Paul Bert Avenue Henri Barbusse Avenue de Stalingrad  Boulevard de Valmy Avenue de l'Agent Sarre	du pont de Bezons au N° 228 de la rue du débarcadère au pont de Charlebourg depuis le N°8 jusqu'au boulevard Charles de Gaulle depuis le N°307 jusqu'au boulevard Charles de Gaulle depuis le N°500 jusqu'au boulevard Charles de Gaulle depuis le N°434 jusqu'à la rue de Mantes  depuis le N°65 jusqu'au pont aqueduc de Colombes depuis le N°159 jusqu'au pont de la Puce depuis le N°179 jusqu'au pont d'Argenteuil depuis le N° 7 jusqu'à l'avenue de l'Agent Sarre depuis le N°171 jusqu'à l'avenue de Stalingrad depuis le N°143 jusqu'à l'avenue de Stalingrad
<b>2 - Centre ville</b>	
Rue du Bournard Rue Saint-Denis Rue de Verdun Rue Casimir Vincent Place du Général Leclerc Rue Gabriel Péri Boulevard Edgar Quinet Avenue Henri Barbusse Toutes les voies situées entre la rue Saint-Denis et la rue du Bournard Rue Victor Hugo Avenue de l'Agent Sarre	depuis la gare jusqu'au N°1 rue de Verdun  depuis le N°44 jusqu'à la place du Général Leclerc depuis le N°15 jusqu'à la rue Gabriel Péri depuis le N°50 jusqu'à la place du Général Leclerc depuis le N°9 jusqu'à l'avenue de l'Agent Sarre depuis le N°3 jusqu'à la rue Saint-Denis
<b>3 - Sites à préserver</b>	
Rue des Monts Clairs Rue Lazare Carnot Rue du Maréchal Joffre Rue des Glycines Rue Robert Schumann Avenue de l'Europe Rue Youri Gagarine Rue Saint-Denis Rue Gabriel Péri Rue Léon Bourgeois Rue Pierre Viriot Rue des Champarons Boulevard Marceau Rue de Solferino	depuis le N°8 jusqu'à l'avenue Henri Barbusse  du N° 48 au N°62  du N° 51 au N°87 du N°25 au N°35 du N°4 au N°17 du N°128 au N°138 du N°382 au N°318 du N°2 au N°42  du N°86 au N°120 depuis le N°50 jusqu'à la rue de Solferino du N°3 au N°17
<div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 10px; display: inline-block;"></div> <b>Z.P.R.2</b>	
- - - - - Limite de commune	
<div style="background-color: yellow; border: 1px solid black; border-radius: 50%; width: 15px; height: 15px; display: inline-block; text-align: center; line-height: 15px;">502</div> Numéro de début et/ou fin de zone	

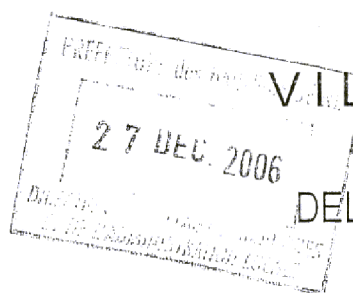






92701 Colombes Cédex

☎ 01.47.60.80.00  
Télécopie : 01.47.60.80.85



# VILLE DE COLOMBES

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 20 DECEMBRE 2006

N° 22

Conseillers en exercice : 49  
Présents : 36  
Représentés : 8  
Absents : 5

Ayant voté pour : 35  
Ayant voté contre : 9  
Abstentions : 0  
Ne prenant pas part au vote : 0

OBJET : MODIFICATION DU REGLEMENT COMMUNAL  
DE LA PUBLICITE, DES ENSEIGNES ET DES  
PRE-ENSEIGNES  
AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

PUBLIE LE : 26 DEC. 2006

### LE CONSEIL,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.581-8, L.581-10 à L.581-12 et L.581-14 ;

Vu le décret n°80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale ;

Vu le décret n°80-923 du 21 novembre 1980 modifié portant règlement national de la publicité en agglomération ;

Vu le décret n°82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes ;

Vu l'arrêté en date du 08 juin 1994 réglementant la publicité, les enseignes et pré-enseignes sur le territoire de la commune de Colombes ;

Vu la délibération du conseil municipal du 4 novembre 2004 demandant au préfet la constitution d'un groupe de travail chargé de réviser les zones de réglementation spéciale de la publicité sur le territoire de sa commune ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juin 2005 portant constitution du groupe de travail chargé de modifier le règlement local de la publicité, des enseignes et pré-enseignes de la commune de Colombes ;

Vu le projet de règlement élaboré par le groupe de travail réuni en séance les 6 décembre 2005, 31 janvier et 24 octobre 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des sites, des perspectives et paysages au projet de règlement, exprimé en sa séance du 15 novembre 2006,

Vu le règlement et le plan de zonage annexés ;

Sur l'avis des commissions compétentes,

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

## DELIBERE

**Article 1 :** Approuve le règlement communal de la publicité, des enseignes et pré-enseignes qui institue sur le territoire de la commune de Colombes deux zones de publicité restreinte et une zone de publicité élargie dont la délimitation et les prescriptions qui s'y appliquent figurent au plan de zonage et règlement annexés,

**Article 2 :** Autorise Madame le Maire à mettre en application ce règlement, par arrêté.

LE MAIRE

NICOLE GOUET



CONSEILLER GENERAL DES HAUTS-DE-SEINE

Pour copie conforme,  
Pour certification du caractère **exécutoire**,  
Le Maire,  
Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint au Maire,



Véronique VIGNON

Commune de Colombes ( Hauts de Seine)

Titre VIII Livre V du code de l'environnement

Projet de règlement communal  
de la publicité, des enseignes et pré-enseignes

PROJET : 09 octobre 2006

DGST  
Service GESTION DU DOMAINE PUBLIC

## **Article DC\* 1:Champ d'application**

Le présent règlement modifie, complète et précise le cas échéant, la réglementation nationale qui résulte du chapitre unique du titre VIII du livre V du code de l'environnement (articles L. 581-1 et suivants et leurs textes réglementaires d'application). En conséquence, les aspects de la réglementation nationale non expressément traités ou rappelés dans le présent règlement restent applicables dans leur totalité.

Sont instituées sur la totalité de l'agglomération, deux zones de publicité restreinte (ZPR n°1 et ZPR n°2 ) dans lesquelles publicités et pré-enseignes sont soumises à des prescriptions plus restrictives que celles du régime général .

Ces réglementations spéciales comportent également des prescriptions relatives aux enseignes.

Leur délimitation est reportée au document graphique annexé intitulé « plan de zonage ».

## **Article DC 2 : Dispositions et définitions applicables en toutes zones**

### **Article DC 2-1 : Définitions**

DC 2-1-1 : Constitue une **enseigne** toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

DC 2-1-2 : Constitue une **pré-enseigne** toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée. Les pré-enseignes sont soumises aux mêmes dispositions que celles qui régissent la publicité, hormis celles visées par les articles 14 et 15 du décret n° 82-211.

DC 2-1-3 : Constitue une **publicité**, à l'exclusion des enseignes et pré-enseignes, toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir les dites inscriptions, formes ou images étant assimilés à des publicités.

### **Article DC 2-2 : Régime des autorisations et déclarations**

#### DC 2-2-1 : Publicités et pré-enseignes

Les dispositifs de publicité ainsi que les pré-enseignes dont les dimensions excèdent 1 mètre en hauteur ou 1,50 mètre en largeur, sont soumis à déclaration préalable dans les conditions fixées par le décret n°96-946 du 24 octobre 1996.

#### DC 2-2-2 : Enseignes

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation du maire, selon la procédure prévue par les articles 8 à 13 du décret n°82-211 du 24 février 1982, sur les immeubles et dans les lieux mentionnés aux articles L 581-4 et L 581-8 du code de l'environnement, ainsi que dans les zones de publicité restreinte. Les enseignes à faisceau de rayonnement laser sont soumises à l'autorisation du préfet.

#### DC 2-2-3 : Publicité lumineuse

La publicité lumineuse est la publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement conçue à cet effet. Son installation est soumise à autorisation du maire, conformément à la procédure fixée par les articles 25 à 29 du décret n°80-923.

Les dispositifs de publicité lumineuse ne supportant que des affiches éclairées par projection ou transparence sont soumis aux dispositions régissant la publicité non lumineuse.

\* DC : dispositions communes



## **DC 2-3 : Définitions utiles pour l'application du règlement**

### **DC 2-3-1 : Unité foncière**

L'unité foncière est l'îlot de propriété constituée par la parcelle ou l'ensemble des parcelles contigües appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

### **DC 2-3-2 : Linéaire de façade**

Le linéaire de façade à prendre en compte pour l'application des règles de densité par unité foncière, est celui de la façade continue ouvrant sur la voie depuis laquelle la publicité est vue.

Dans le cas d'une unité foncière présentant un pan coupé, celui-ci sera compté en totalité dans le linéaire de façade mais ce, pour une seule des voies concernées.

### **DC 2-3-3 : Dispositif publicitaire**

Un dispositif publicitaire scellé au sol est constitué au maximum de deux faces accolées dos à dos.

Lorsqu'il comporte plus de deux faces ou que les deux faces ne sont pas strictement accolées, dos à dos, l'emplacement sera considéré comme deux dispositifs distincts, pour l'application de la règle de densité.

## **Article DC 2-4 : Prescriptions esthétiques**

**DC 2-4-1 :** Tout dispositif scellé au sol, d'enseigne, pré-enseigne ou publicitaire, dont le revers non exploité, est visible de la voie publique ou d'un fonds voisin, doit être habillé d'un carter de protection esthétique, dissimulant la structure.

**DC 2-4-2 :** Lorsqu'un dispositif scellé au sol supporte deux faces publicitaires ou une face publicitaire et une face d'enseigne, celles-ci doivent être strictement accolées dos à dos et de mêmes dimensions.

## **Article DC 2-5 : les réglementations connexes**

Le présent règlement est établi afin d'assurer la protection du cadre de vie : il s'applique sans préjudice des règles prises pour la protection d'autres intérêts publics, comme la sécurité routière (articles R 418-2 à R 418-9 du code de la route) ou instituées dans le cadre de règlements de voirie ( article L 113-2 du code de la voirie routière).

## **Article DC 3 : Formes de publicité admises en toutes zones**

En toutes zones et ce, même dans les lieux visés à l'article L 581-8-II du code de l'environnement ( notamment ceux situés à moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire), sont admises les formes de publicité suivantes :

- ☐ Celle supportée par le mobilier urbain publicitaire dans les conditions fixées par les articles 19, 20, 22, 23 et 24 du décret n°80-923 , mais ce, pour les mobiliers destinés à supporter une information à caractère général ou local ou une œuvre artistique , visés à l'article 24, dans la limite d'une surface unitaire d'affichage de deux mètres carrés.
- ☐ Celle apposée sur les emplacements réservés à l'affichage d'opinion et aux associations sans but lucratif dans les conditions fixées par le décret n° 82-220 du 25 février 1982.
- ☐ Celle visée à l'article L 581-17 du code de l'environnement (affichage administratif ou judiciaire).

## **Article DC 4 : Publicité sur les baies**

Dans le cas d'établissements commerciaux installés en rez de chaussée, l'interdiction de publicité sur tout ou partie d'une baie, peut être levée aux conditions suivantes :

- un seul dispositif publicitaire non lumineux est admis forfaitairement par établissement.
- ce dispositif ne doit pas excéder 0,50 mètre carré de surface d'affichage et doit être apposé strictement à plat sur la baie vitrée commerciale ;
- Toutefois, deux dispositifs de cette surface peuvent être admis sur les devantures commerciales occupant plus de 8 mètres de façade , mesurés d'un seul tenant ou sur deux voies.



## **Article 1 : Dispositions applicables en ZPR n°1**

### **Article 1-1 : Limites de la ZPR n°1**

La zone de Publicité Restreinte n°1 concerne des secteurs qui méritent une protection renforcée comme le centre ville, les abords d'édifices ou d'ensembles paysagers remarquables, d'immeubles repérés au patrimoine local, d'équipements publics ainsi que les entrées de ville.  
Sa délimitation est reportée au document graphique annexé intitulé « plan de zonage ».

### **Article 1-2**

En dehors des lieux protégés visés à l'article L 581-8 du code de l'environnement, la publicité est admise aux conditions fixées par le régime général, modifiées et complétées par les prescriptions des articles 1-3 à 1-7 suivants : en conséquence, les dispositions de la réglementation nationale, non expressément modifiées, restant applicables en leur totalité ( notamment l'interdiction prévue à l'article 9 alinéa 2 du décret n°80-923 , des affiches visibles depuis les autoroutes et bretelles de raccordement).

### **Article 1-3 : Publicité non lumineuse apposée sur support existant**

1-3-1 : Elle est admise uniquement sur les murs de bâtiment aveugles ou comportant des ouvertures de surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré, à raison de deux dispositifs par unité foncière, de surface unitaire d'affichage n'excédant pas 12 mètres carrés ;

1-3-2 : la publicité non lumineuse est interdite sur tout autre support existant (murs de clôture, clôtures, murs de soutènement...).

1-3-3 : En cas d'installation de deux dispositifs sur le même support, les dispositifs doivent être de même format, utiliser les mêmes matériels et être alignés soit verticalement, soit horizontalement.

Article 1-4 : Publicité non lumineuse scellée au sol ou installée directement sur le sol  
Elle est interdite sauf celle installée dans les chantiers, dans les conditions fixées à l'article 1-5.

### **Article 1-5 : Publicité installée dans les chantiers**

1-5-1 : Elle est admise dans l'emprise des chantiers, uniquement entre la date d'ouverture du chantier et celle d'achèvement des travaux, dans les conditions suivantes :

1-5-2 : Sa superficie unitaire d'affichage ne peut excéder 12 mètres carrés, elle est limitée à deux dispositifs par chantier.

1-5-3 : Ce dispositif doit être intégré à la palissade et ne peut s'élever à plus de 4 mètres au-dessus du niveau du sol .

### **Article 1-6 : Publicité lumineuse**

Elle peut être autorisée dans les conditions fixées par la réglementation nationale.

### **Article 1-7 : Publicité supportée par le mobilier urbain**

Elle est admise dans les conditions fixées par les articles 19 à 24 du décret n°80-923 mais ce, pour le mobilier urbain visé à l'article 24, dans la limite d'une publicité commerciale n'excédant pas 2 mètres carrés en surface unitaire.

Toutefois, cette surface peut être portée à 8 mètres carrés pour les dispositifs installés aux entrées de ville telles que définies au plan de zonage annexé.

## **Article 2 : Dispositions applicables en ZPR n°2**

### **Article 2-1 : Limites de la ZPR n°2**

La zone de publicité restreinte n°2 concerne l'ensemble du territoire communal, hormis les secteurs situés en ZPR n°1 : toutes les formes de publicité y sont admises sous conditions.  
Sa délimitation est reportée au document graphique annexé intitulé « plan de zonage ».

### **Article 2-2**

En dehors des lieux protégés visés à l'article L 581-8 du code de l'environnement, la publicité est admise aux conditions fixées par le régime général, modifiées et complétées par les prescriptions des articles 2-3 à 2-8 suivants.

En conséquence, les dispositions de la réglementation nationale, non expressément modifiées, sont applicables en leur totalité (notamment l'interdiction prévue à l'article 9 alinéa 2 du décret n°80-923, des affiches visibles depuis les autoroutes et bretelles de raccordement).

### **Article 2-3 : Publicité non lumineuse apposée sur support existant**

2-3-1 : la publicité non lumineuse apposée sur support existant est admise uniquement sur les murs des bâtiments aveugles ou présentant des ouvertures de surface unitaire n'excédant pas 0,50 mètre carré, sous réserve qu'il n'y ait pas de dispositif scellé au sol sur l'unité foncière. Dans ce cas, elle peut être apposée, à raison d'un dispositif par mur et deux par unité foncière, de surface unitaire d'affichage n'excédant pas 12 mètres carrés.

2-3-2 : la publicité non lumineuse est interdite sur tout autre support existant (murs de clôture, clôtures, murs de soutènement...).

### **Article 2-4 : Publicité non lumineuse scellée au sol ou installée directement sur le sol**

2-4-1 : La publicité scellée au sol est admise uniquement sur les unités foncières présentant au moins 8 mètres de façade, ouvrant sur la voie depuis laquelle le dispositif est vu.

En outre, ce dispositif ne peut être implanté à une distance mesurée par rapport :

- à une baie d'un immeuble de tout type, situé sur le même fonds, inférieure à 8 mètres,
- à une baie d'un immeuble de tout type situé sur le fonds voisin, inférieure à 10 mètres, lorsqu'il se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie.

2-4-2 : Un seul dispositif scellé au sol est admis par unité foncière, quel que soit le nombre de voies la bordant, de surface unitaire d'affichage n'excédant pas 12 mètres carrés, pouvant être exploitée en double face.

### **Article 2-5 : Publicité installée dans les chantiers**

2-5-1 : Elle est admise dans l'emprise des chantiers, uniquement entre la date d'ouverture du chantier et celle d'achèvement des travaux, dans les conditions suivantes.

2-5-2 : Sa superficie unitaire d'affichage ne peut excéder 12 mètres carrés, elle est limitée à deux dispositifs par chantier.

2-5-3 : Elle ne peut s'élever à plus de 4 mètres au-dessus du niveau du sol, lorsqu'elle est intégrée à la palissade et à plus de 6 mètres, lorsqu'elle est scellée au sol en arrière.

### **Article 2-6 : Publicité lumineuse**

Elle peut être autorisée dans les conditions fixées par la réglementation nationale mais ce, uniquement sur les murs des bâtiments aveugles.

### **Article 2-7 : Publicité supportée par le mobilier urbain**

Elle est admise dans les conditions fixées par les articles 19 à 24 du décret n°80-923, mais ce, pour le mobilier urbain visé à l'article 24, dans la limite d'une publicité commerciale n'excédant pas 8 mètres carrés en surface unitaire.

### **Article 3 : Dispositions applicables en Zone de Publicité Elargie ( ZPE)**

Cette zone de publicité élargie permet des aménagements publicitaires temporaires, de grande surface, liés à la présence de chantiers, réalisés dans les conditions suivantes .

Les surfaces publicitaires de plus de 16 mètres carrés et s'élevant à plus de 7,50 mètres au-dessus du sol, peuvent être admises en ZPR n°1 et en ZPR n°2, en dehors des lieux protégés, entre la date d'ouverture du chantier et celle d'achèvement des travaux.

Toutefois, dans le cas d'un chantier ne concernant que des travaux de ravalement, l'exploitation publicitaire est admise pour une durée maximale de 3 mois.

La réalisation doit comporter des éléments décoratifs et présenter des qualités esthétiques.

Elle doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

### **Article 4 : Dispositions relatives aux ENSEIGNES**

Dans les ZPR n°1 et n°2 les enseignes sont soumises aux dispositions de la réglementation nationale (décret n°82-211 du 24 février 1982) modifiées ou complétées par les prescriptions spéciales suivantes. En conséquence, les dispositions de la réglementation nationale, non expressément modifiées ci-après, restent applicables en leur totalité.

#### **Article 4-1**

Une enseigne doit être constituée par des matériaux durables.

Elle doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien et, s'il y a lieu, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale.

Elle est supprimée par la personne qui exerçait l'activité signalée et les lieux sont remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité, sauf lorsqu'elle présente un intérêt historique, artistique ou pittoresque.

#### **Article 4-2 : Autorisation**

Dans les zones de publicité restreinte, l'installation d'une enseigne, est soumise à autorisation du maire, selon la procédure fixée aux articles 8 à 13 du décret n°82-211 du 24 février 1982.

Le dossier de demande d'autorisation comportera les documents nécessaires à apprécier l'intégration des dispositifs à leur environnement : une photo faisant apparaître l'état du bâti existant, des vues cotées en élévation ou perspective montrant la position du dispositif sur le bâtiment ou sur le terrain, le descriptif des matériaux, coloris et procédés techniques utilisés ou un montage photographique faisant apparaître l'état avant et après la réalisation .

#### **Article 4-3 : Prescriptions esthétiques**

Les enseignes doivent respecter l'architecture du bâtiment, s'harmoniser avec les lignes de composition de la façade et tenir compte de ses différents éléments : emplacements des baies, des portes d'entrée, porches, piliers, arcades, tous motifs décoratifs.....

Sont notamment recommandés, la simplicité dans les annonces, l'emploi de teintes non agressives, les lettrages découpés, les caissons de format modeste et faible épaisseur, la discrétion dans les modes de fixation des dispositifs.

L'autorisation exigée par l'article 3-2 pourra être refusée, lorsque les caractéristiques du projet présenté ne garantiront pas une intégration satisfaisante du dispositif au bâtiment support ou ne seront pas respectueuses de l'environnement général.

#### **Article 4-4 : Enseignes lumineuses**

Une enseigne lumineuse est une enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet.

Les enseignes lumineuses à intensité variable ( scintillantes, clignotantes, mouvantes, défilantes...) sont interdites, sauf celles signalant des activités liées à des services d'urgence qui peuvent bénéficier d'un seul dispositif de cette nature .



#### **Article 4-5 : Enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à celui-ci**

4-5-1 : Elles ne doivent pas dépasser les limites du mur, ni constituer par rapport à lui une saillie de plus de 0,25 mètre.

4-5-2 : Elles doivent être installées juste au-dessus de la devanture commerciale, sans en dépasser les limites, ni le niveau du plancher haut du rez de chaussée ou niveau équivalent.

4-5-3 : La surface cumulée de ces enseignes ne peut excéder le sixième de la surface totale de la devanture commerciale .

#### **Article 4-6 : Enseignes installées sur auvent ou marquise**

Une seule enseigne par établissement peut être autorisée sous réserve qu'elle soit apposée sur la face avant de l'auvent ou de la marquise et qu'elle ne dépasse pas 0,60 mètre de hauteur .

#### **Article 4-7 : Enseignes perpendiculaires au mur**

4-7-1 : Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur, ni le bord supérieur des fenêtres du premier étage ou niveau équivalent.

Ces enseignes ne peuvent être installées devant une fenêtre ou un balcon.

Elles doivent être installées, dans la mesure du possible, en rupture de façade.

4-7-2 : Un seul dispositif perpendiculaire peut être autorisé, par établissement, le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée .

Dans le cas d'activités exercées sous licence ( tabac, presse, jeux, régie de transport...), deux dispositifs supplémentaires peuvent être autorisés par établissement et par voie.

4-7-3 : Ces enseignes ne doivent pas constituer par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie, sans toutefois pouvoir excéder 1 mètre (scellement compris) sauf si des règlements de voirie plus restrictifs en disposent autrement.

#### **Article 4-8 : Enseignes installées sur toiture ou terrasse en tenant lieu**

L'installation d'une enseigne sur toiture ou terrasse en tenant lieu peut être autorisée , sous réserve que la hauteur de l'enseigne n'excède pas le cinquième de celle de la façade, dans la limite de 3 mètres, quelle que soit la hauteur de la façade.

#### **Article 4-9 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol**

4-9-1 : En ZPR n°1, seules des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol, de moins de 1,20 mètre de large, peuvent être autorisées, à raison d'un seul dispositif de surface n'excédant pas 6 mètres carrés et ne s'élevant pas à plus de 5 mètres au dessus du niveau du sol.

4-9-2 : En ZPR n°2

Elles peuvent être autorisées à raison d'un seul dispositif, par unité foncière dont la surface ne peut excéder 12 mètres carrés .Ce dispositif peut être exploité en double face et ne peut s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

#### **Article 4-10 : Adaptations et exceptions**

Des adaptations aux prescriptions des articles 4-3 à 4-9 précédents, mais ce, dans la limite de la réglementation nationale, peuvent être autorisées, notamment dans les situations suivantes :

- regroupement d'enseignes sur un même dispositif ou sur un immeuble ;
- configuration particulière des lieux ne permettant pas le respect des prescriptions précédentes ;
- enseignes signalant des activités exercées en étage, occupant la totalité d'un bâtiment , un linéaire de façade ou une emprise foncière importants ;
- enseignes réalisées en matériaux légers ou selon des procédés innovants.



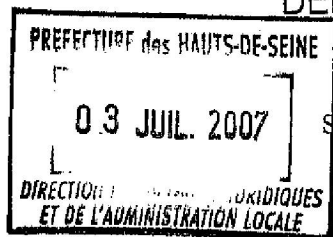
VILLE DE COLOMBES

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

92701 Colombes Cédex

Téléphone : 01.47.60.80.00  
Télécopie : 01.47.60.80.85

Conseillers en exercice : 49  
Présents : 38  
Représentés : 7  
Absents : 4  
  
Ayant voté pour : 37  
Ayant voté contre : 4  
Abstentions : 4  
Ne prenant pas part au vote : 0



SEANCE DU 27 JUIN 2007

N° 40

OBJET : AUTORISATION DE DEPASSEMENT DE COS  
POUR LES CONSTRUCTIONS A USAGE  
D'HABITATION REMPLISSANT DES CRITERES  
DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

PUBLIE LE : 3 JUIL. 2007

LE CONSEIL,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment l'article L128-1,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R111 - 20 et R111 - 21,

Vu la loi de programme n° 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique, notamment son article 30,

Vu le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 et notamment l'article 16 modifiant les articles R111-20 et R111 - 21 du code de la construction et de l'habitation en créant des sous-sections relatives aux « caractéristiques thermiques » et à la « performance énergétique et énergies renouvelables »,

Vu l'arrêté du 3 mai 2007 relatif aux conditions à remplir pour bénéficier du dépassement de COS en cas de respect d'exigences de performance énergétique par un projet de construction,

Vu le Plan d'Occupation des Sols révisé, approuvé le 27 septembre 2000, et modifié le 25 septembre 2003 et le 27 janvier 2005,

Vu le rapport ci-annexé,

Sur l'avis de la commission compétente,

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

## DELIBERE

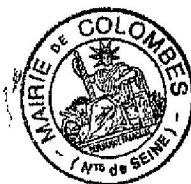
**Article 1** : décide l'application du nouvel article L 128-1 du Code de l'Urbanisme issu de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005,

**Article 2** : autorise le dépassement du coefficient d'occupation des sols dans la limite de 20 % et dans le respect des autres règles du Plan d'Occupation des Sols valant Plan Local d'Urbanisme pour les constructions à usage d'habitation remplissant des critères de performance énergétique ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable tels que définis par le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 modifiant les articles R 111-20 et R 111-21 du code de la construction et de l'habitation et l'arrêté ministériel du 3 mai 2007.

Pour copie conforme,  
Pour certification du caractère exécutoire,  
Le Maire,  
Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint au Maire,

~~Lionnel RAINFRAY~~

Veronique VIGNON



LE MAIRE

NICOLE GOUETA

CONSEILLER GENERAL DES HAUTS-DE-SEINE